

Bujumbura, Burundi, 21 mars (Infosplusgabon) - La Banque mondiale (BM) a octroyé plus de 2,3 milliards de dollars américains, en crédits et en dons, pour le développement socio-économique des populations du Burundi, entre 1958 et 2017, a-t-on appris, mercredi, de source diplomatique à Bujumbura.

Les deux parties se sont retrouvées au cours d'un atelier d'experts, centré sur la revue de la performance du portefeuille de la Banque mondiale au Burundi.

La Banque mondiale, tout comme le reste des principaux partenaires techniques et financiers traditionnels, avait gelé leurs appuis financiers habituels pour cause de crise politique et des droits humains autour des élections controversées et émaillées de violences de 2015 au Burundi.

Selon le Représentant-résident de la BM, Nestor Coffi, plus de 660 millions de dollars américains ont été déjà budgétisés pour appuyer les investissements socio-économiques visant à réduire la pauvreté et promouvoir une croissance économique inclusive au Burundi.

Le Burundi est régulièrement cité dans les statistiques internationales comme l'un des pays les plus pauvres et dépendants du monde extérieur.

Le portefeuille destiné au Burundi pourra couvrir au moins dix projets nationaux totalisant 416,6 millions de dollars américains.

Les projets sont du domaine de l'agriculture, de l'énergie, de la santé, de la lutte contre la malnutrition, du commerce et la compétitivité, de la protection sociale et le travail, des transports et les technologies de l'information et de la communication (TIC), de la gouvernance, de l'environnement et des ressources naturelles.

La Banque mondiale promet également de faire bénéficier le Burundi des appuis qui financent déjà des projets régionaux, totalisant des engagements de 243,4 millions de dollars américains.

On ignore pour le moment si ce retour en force annoncé de la Banque mondiale va produire un effet boule de neige sur le reste des partenaires encore réticents à revenir dans un pays où de récents rapports internationaux concluent sur la persistance d'un mauvais climat sociopolitique et des affaires depuis 2015.

Au nombre des principaux partenaires traditionnels figure l'Union européenne (UE) qui a gelé plus de 430 millions d'euros d'aide budgétaire directe au gouvernement burundais dès le début de la crise.

C'est en vertu de l'article 96 de l'accord de Cotonou (Bénin) avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP/CEE) sur la bonne gouvernance démocratique et les droits humains que l'UE continue à geler cette manne financière pour le Burundi.

On rappelle que la coopération entre le Burundi et la BM remonte à l'année 1958 et avait été inaugurée par un crédit de 4,8 millions de dollars américains en faveur d'un projet d'aménagement du port de Bujumbura, sur le lac Tanganyika, bordant la capitale burundaise.

Jusqu'en 2002, la BM accordait des crédits au Burundi à un taux de 0,75%, avant que les dons ne prennent le dessus, à partir de 2016, à travers l'Association internationale de développement (IDA), a-t-on appris auprès de l'atelier.

FIN/INFOSPLUSGABON/ERZ/GABON 2018

© Copyright Infosplusgabon